



INTERPELLATION URGENTE

Auteur Les Vert.e.s, par Emmanuel Revaz
Objet Lasergame autorisé (ou imposé?) dans toutes les forêts du Valais romand
Date 05/05/2025
Numéro 2025.05.123

Actualité de l'événement

En date du 14 mars 2025, le Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement a délivré à l'entreprise IRTAG Sàrl une autorisation pour l'organisation de lasergame sur l'ensemble des forêts des arrondissements du Bas Valais et du Valais Central.

Imprévisibilité

Cette décision remplace une décision antérieure émise par le Service des forêts, de la nature et du paysage du 17 juin 2024. Le contenu de la nouvelle décision du Département n'était pas prévisible, d'autant moins qu'il s'écarte radicalement de la décision initiale du Service.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

La décision du Département a provoqué une onde de choc au sein des propriétaires de forêts, une trentaine de bourgeoisies et communes ayant réagi par la voie juridique. Il importe de rétablir immédiatement la confiance et le dialogue entre le Canton et les acteurs forestiers, d'apporter des réponses aux nombreuses incompréhensions et de définir un cadre clair pour la suite.

En date du 14 mars 2025, le Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement a délivré à l'entreprise IRTAG Sàrl une autorisation pour grande manifestation au sens de l'art. 14 al. 2 let. b de la loi fédérale sur les forêts et de l'art. 24 al. 3 de la loi cantonale sur les forêts, pour l'organisation de lasergame sur l'ensemble des forêts des arrondissements du Bas Valais et du Valais Central.

Cette autorisation remplace une autorisation antérieure rendue par le Service des forêts, de la nature et du paysage le 17 juin 2024, qui a été annulée par décision du Conseil d'Etat le 18 décembre 2024, suite à l'acceptation d'un recours de la société IRTAG daté du 1er juillet 2024.

La nouvelle autorisation rendue par le Département a créé une levée de boucliers sans précédent des propriétaires de forêts, puisqu'une trentaine de bourgeoisies, de communes et l'Association faîtière des propriétaires de forêts (Forêt Valais) ont à leur tour déposé un recours contre cette décision.

D'une part, la portée spatiale de la décision qui concerne toutes les forêts du bas et de centre du canton a de quoi dérouter les acteurs liés aux forêts valaisannes. Cela revient à dire que le lasergame (pourtant grande manifestation) est permise - pour la société en question - librement dans toutes les forêts concernées, selon son bon vouloir et comme elle le souhaite.

D'autre part, aucune pesée des intérêts ni évaluation des atteintes ne sont entreprises dans la décision, alors que

cette même décision considère que l'impact d'une telle activité sur le milieu et le sol forestier peut être important.

Conclusion

En fonction de ce qui précède, nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes.

1. Comment le Conseil d'Etat justifie-t-il une telle portée spatiale et une telle absence de pesée d'intérêts dans sa décision, alors qu'il reconnaît l'impact potentiel du lasergame sur le milieu forestier dans les considérants de la même décision?

2. La décision règle de manière abstraite la pratique du lasergame dans toutes les forêts francophones du Valais. Par égalité de traitement, le Conseil d'Etat est-il disposé à reproduire une décision identique pour d'autres entreprises qui feraient une demande similaire?

3. La décision revient à dire qu'il appartient à la société de voir de cas en cas s'il n'y a pas d'autres exigences qui l'empêchent dans sa pratique. Comment le Conseil d'Etat peut-il expliquer que la réserve pour les autres dispositions de droit public ou privé puisse raisonnablement s'appliquer sur une telle échelle spatiale?

4. Le Conseil d'Etat a-t-il entendu les représentants des propriétaires de forêts avant de notifier sa décision du 14 mars 2025?

5. Le Service de la faune avait émis un préavis positif mentionnant des conditions et des charges qui faisaient partie intégrante de la décision du Service des forêts du 17 juin 2024. Comment le Conseil d'Etat justifie-t-il l'éviction desdites conditions liées à la protection de la faune valaisanne?

6. Pour éviter que de telles situations se reproduisent à l'avenir, le Conseil d'Etat envisage-t-il une adaptation de l'Ordonnance sur les forêts, afin de clarifier la notion de grande manifestation en forêt?